

**COMPTE MAIRIE
de
CHAMPNETERY
Haute-Vienne
87400**

Tél. :0555560154
Fax :0555565475

**CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 19 NOVEMBRE 2015**

*COMPTE RENDU SOMMAIRE (affiché en exécution de l'article L121-17 du
Code des Communes)*

**- OUVERTURE D'UNE PETITE SECTION MATERNELLE A L'ECOLE PRIMAIRE DE
CHAMPNETERY, A COMPTE DE LA RENTREE SCOLAIRE DE SEPTEMBRE 2016 :**

M. le Maire expose que les effectifs de l'Ecole Primaire diminuent (30 élèves inscrits en Septembre 2015) et constate que les parents qui ont pris des dispositions pour faire garder leurs enfants de 3 ans scolarisés dans une autre école que celle de Champnétery, étant donné que cette dernière n'accueille actuellement les enfants qu'à partir de 4 ans, peuvent avoir des difficultés à se réorganiser pour scolariser ces enfants l'année suivante, à 4 ans, à Champnétery.

Il serait bon d'accepter à l'Ecole Primaire les enfants dès 3 ans en ouvrant une « petite section », dès la rentrée 2016.

M. le Maire indique qu'il a rencontré Mme l'Inspectrice de Limoges 7 et que celle-ci n'est pas opposée à l'ouverture d'une « petite section ». Des travaux de faible importance seront à envisager pour adapter les locaux à l'accueil des 3 ans, ainsi que l'achat de matériel éducatif.

M. le Maire précise que les représentants des parents d'élèves ont été avertis, lors du dernier Conseil d'Ecole du 02/11/2015, que ce projet d'ouverture de l'Ecole Primaire aux 3 ans serait soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
par 14 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION

- **DECIDE**, à l'unanimité, l'ouverture, dès la rentrée de Septembre 2016, d'une « petite section », afin d'accueillir les enfants à partir de 3 ans, à l'Ecole Primaire de Champnétery ;
- **AUTORISE** M. le Maire à aviser Monsieur l'Inspecteur d'Académie de cette décision et à signer tout document permettant cette ouverture de niveau « petite section ».
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2016.

- PRESCRIPTION DE REVISION DE LA CARTE COMMUNALE :

Monsieur le Maire rappelle que la Carte Communale actuellement opposable a été approuvée par délibération du Conseil Municipal du 16/05/2013 et approuvée tacitement par la Préfecture le 31/07/2013.

Il informe le Conseil Municipal de plusieurs projets sur la Commune de tiers qui ne peuvent actuellement pas obtenir d'accord de permis de construire vu les zones urbanisables déterminées actuellement par la Carte Communale.

Il précise que pour une révision de Carte Communale, la Commune n'aura pas droit à l'assistance de la DDT et ne pourra pas prétendre à une aide financière.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L124-1 à L 124-4 relatifs à la carte communale ;
VU la délibération du conseil municipal en date du 16/05/2013 et l'approbation tacite de la Préfecture en date du 31/07/2013, approuvant la carte communale ;

- **DECIDE :**

- *de prescrire la révision de la carte communale sur l'ensemble du territoire de la commune de CHAMPNETERY ;
- *de désigner, parmi les élus, les membres de la commission communale d'urbanisme qui participeront avec Monsieur le Maire au groupe de travail ;
- *d'inscrire au budget communal 2016 les sommes nécessaires à la révision de la carte communale et d'autoriser Monsieur le Maire à engager les dépenses afférentes à cette révision et à la procédure réglementaire ;
- *de donner pouvoirs à Monsieur le Maire pour lancer toutes études complémentaires nécessaires à la révision de la carte communale ;
- *de donner autorisation à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de service nécessaires à la révision de la carte communale ;

- **PRECISE** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.
- **DIT** que la présente délibération sera, en application des dispositions du code de l'urbanisme, notifiée par le Maire :
 - au préfet de la Haute-Vienne,
 - au président du Conseil Régional,
 - au président du Conseil Départemental,
 - au président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Vienne,
 - au président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges,
 - au président de la Chambre des Métiers de Limoges,qui seront consultés au cours de la procédure;
- **DIT** que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré C/202.
- **RAPPELLE** que conformément au Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Conformément au code de l'urbanisme, la présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au premier alinéa dudit article, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

- SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE :

M. le Maire rappelle avoir transmis, le 19 Octobre 2015, aux membres du Conseil Municipal, le projet de schéma départemental de coopération intercommunale, pour étude.

Il rappelle que le Conseil Municipal doit se prononcer, pour avis, sur ce projet.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

par 14 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION

EMET un AVIS FAVORABLE concernant le projet de schéma départemental de coopération intercommunale de la Haute-Vienne, tel que transmis par M. le Préfet par courrier en date du 13/10/2015.

- INDEMNITE FORFAITAIRE COMPLEMENTAIRE POUR ELECTIONS :

Le Conseil municipal, sur rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

DECIDE d'instituer une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections selon les modalités et suivant les montants définis par le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 et l'arrêté du 27 février 1962. Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.

- INSTALLATION D'UN PANNEAU DE SIGNALISATION DU LIEU-DIT « BOIS-MALLET » :

Considérant la nécessité d'installer un panneau de signalisation du lieu-dit « Bois-Mallet » ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE** l'achat d'un panneau de signalisation du lieu-dit « Bois-Mallet » à la Sté SIGNAUX GIROD LIMOUSIN, pour un montant total de 54,64€ HT (soit= 65,57€ TTC) ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2015- C/21578.

- AVENANT AU CONTRAT DE PREVOYANCE COLLECTIVE – MAINTIEN DE SALAIRE- ENTRE MNT , COMMUNE ET CDG DE LA HAUTE-VIENNE :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE l'avenant au contrat de prévoyance collective-maintien de salaire-entre la Mutuelle Nationale Territoriale, la Commune de Champnétery et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Haute-Vienne, tel qu'annexé à la présente délibération et fixant notamment le taux de cotisation salariale à 0,86% à compter du 01/01/2016 ;

- ADOPTION DES RAPPORTS DU MAIRE SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE 2013 et 2014 :

M. le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'eau potable. Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante et faire l'objet d'une délibération. Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'Observatoire National des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Après présentation des rapports 2013 et 2014,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ADOpte** les rapports 2013 et 2014 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable ;
- **DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération ;
- **DECIDE** de mettre en ligne les rapports validés sur le site www.services.eaufrance.fr conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010.

- ADOPTION DES RAPPORTS DU MAIRE SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT 2013 et 2014 :

M. le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif. Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante et faire l'objet d'une délibération.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'Observatoire National des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Après présentation des rapports 2013 et 2014,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ADOpte** les rapports 2013 et 2014 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif ;
- **DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération ;
- **DECIDE** de mettre en ligne les rapports validés sur le site www.services.eaufrance.fr conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010.

- MAISON APPARTENANT A LA COMMUNE, LOUEE A DES PARTICULIERS :

M. le Maire informe le Conseil qu'il a reçu, en Mairie, le 05/10/2015, une lettre recommandée des locataires de la maison communale, sise dans le Bourg de Champnétery, l'avisant qu'ils quitteront les lieux le 05/01/2016.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **AUTORISE** M. le Maire à dresser un procès-verbal d'état des lieux du logement, lors de la libération du local et de la remise des clés par les locataires ;
- **AUTORISE** M. le Maire à restituer le dépôt de garantie aux preneurs, après la remise des clés par les locataires, déduction faite le cas échéant des sommes dues à la Commune bailleur, tel que le stipule le bail à loyer en date du 30/03/2004 ;
- **AUTORISE** M. le Maire à relouer cette maison à compter du 06/01/2016, et à établir un nouveau bail à loyer ainsi qu'un procès-verbal d'état des lieux entre la Commune et le nouveau preneur;
- **AUTORISE** M. le Maire à signer les procès-verbaux d'état des lieux et bail à loyer, ainsi que toutes pièces nécessaires à cette libération de la maison et sa relocation;
- **FIXE** le loyer mensuel, pour le nouveau preneur, à 477€ ;
- **AUTORISE** M. le Maire à faire réaliser le Diagnostic Energétique DPE ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2015 et le seront au BP 2016.

- FORET DE LA SECTION DE LAVEYRAT – DESTINATION DES COUPES DE BOIS- EXERCICE 2016- :

M. le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la lettre de l'Office National des Forêts, concernant les coupes de bois à inscrire dans les forêts relevant du régime forestier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **CONFIRME** l'inscription à l'état d'assiette en 2016 des coupes prévues à l'aménagement et désignées dans le tableau ci-dessous (coupes dites « réglées »):

Nom de la Forêt	Numéro de Parcelle	Surface à parcourir (ha)	Type de Coupe	Destination de la coupe (vente ou délivrance)
F/S LAVEYRAT/CHAMPNETERY	1U	5,00	coupe d'amélioration	VENTE
F/S LAVEYRAT/CHAMPNETERY	2A	2,00	coupe de taillis sous futaie	DELIVRANCE (AFFOUAGE)
F/S LAVEYRAT/CHAMPNETERY	2A	15,00	coupe d'amélioration	VENTE
F/S LAVEYRAT/CHAMPNETERY	3	2,00	coupe d'amélioration	VENTE

- **PRECISE** leur destination :
 - vente à la diligence de l'ONF par appel d'offres ou de gré à gré si des opportunités se présentent (parcelles 1U, 2A , 3 pour 22 Ha) ;
 - délivrance pour partage en nature sur pied entre les bénéficiaires de l'affouage pour la satisfaction de leurs besoins ruraux ou domestiques, sous réserve de la possibilité, pour ces bénéficiaires, de ne vendre que les bois de chauffage qui leur ont été délivrés en nature (art. L.241-17 du Code forestier) (parcelle 2A- taillis sous futaie- pour 2 Ha) ;
- **PRECISE** en outre :
 - . que l'exploitation de la coupe sera réalisée par les bénéficiaires de l'affouage sous la garantie de trois habitants solvables, soumis solidairement à la responsabilité prévue à l'article L.318-12 du Code Forestier ;
 - . que le délai d'exploitation est fixé à un an à compter de la remise du permis d'exploiter pour la délivrance. Passé ce délai, les affouagistes n'ayant pas terminé l'exploitation de leur lot seront considérés comme y ayant renoncé.
- **AUTORISE** M. le Maire à signer tout document en rapport avec cette opération.

Le 23 Novembre 2015
 Le Maire,
P. LANGLADE